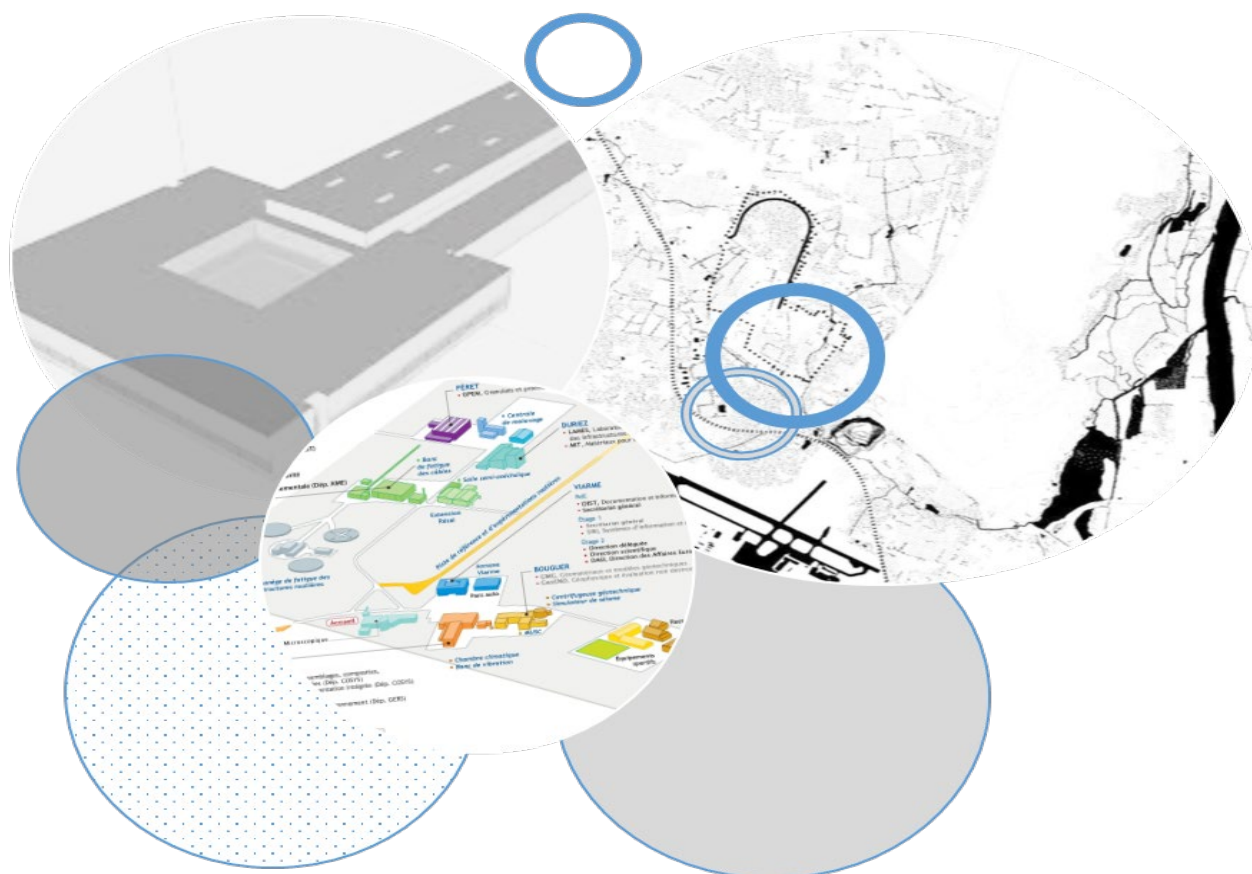


Marché de maîtrise d'œuvre N°2025SERV011NTE

RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS BOUGUER & DARCY

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)



MAITRE D'OUVRAGE : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL
5 BOULEVARD DESCARTES - CHAMPS SUR MARNE
77454 MARNE LA VALLEE CEDEX 2

SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET	4
ARTICLE 2 - DESCRIPTION ET CONTENU DES PRESTATIONS	4
2.1. Description des prestations	4
2.2. Décomposition en tranche	5
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
3.1. Pièces particulières	5
3.2. Pièce générale	5
ARTICLE 4 - INTERVENANTS	6
ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	7
Délais d'exécution	7
ARTICLE 6 - REMUNERATION	7
ARTICLE 7 - ENGAGEMENT RELATIF AU COUT DES TRAVAUX	7
ARTICLE 8 - SEUIL DE TOLERANCE	8
ARTICLE 9 - REMUNERATION FINALE	8
ARTICLE 10 - MODIFICATIONS	8
ARTICLE 11 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD	9
ARTICLE 12 - PRODUCTION ET ACCEPTATION DES DOCUMENTS D'ETUDES	9
ARTICLE 13 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	9
13.1 - Présentation des factures	9
13.2 - Modalité de paiement	10
13.3 - Délai de paiement	10
13.4 - Intérêts moratoires	10
13.5 - Avance	10
13.6 - Echancier de paiement	11

13.6.1 - Pour l'exécution des éléments DIAG/APS/APD/PRO/DCE	11
13.6.2 - Pour l'exécution de l'élément AMT	11
13.6.3 - Pour l'exécution des prestations des éléments VISA et DET	11
13.6.4 - Pour l'exécution des prestations de l'élément (A.O.R.)	11
ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX	12
ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE	12
15.1 - Résiliation du fait du Maître de l'ouvrage	12
15.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers	12
15.3 - Cas de redressement ou de liquidation judiciaire	12
ARTICLE 16 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	13
ARTICLE 17 - ASSURANCES	13
ARTICLE 18 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES TRAVAILLEURS	13
ARTICLE 19 - CONTESTATIONS ET LITIGES	14
ARTICLE 20 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.-MOE	14
ARTICLE 21 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	14
ARTICLE 22 - DISPOSITIONS DIVERSES	14
22.1 - Sous-traitance	14
22.2 - Autres obligations administratives	14
22.4 - Différends	15
22.5 - Litiges et contentieux	15

ARTICLE 1- OBJET

Suite à la mise en liquidation de la société d'architecte, titulaire précédent, le présent marché a pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux de réhabilitation énergétique des bâtiments Darcy et Bouguer.

L'opération est présentée dans le programme technique détaillé (Version Finale de Janvier 2023 (SCET / ingeETRAV : PROGRAMME TRAVAUX DES BÂTIMENTS DARCY ET BOUGUER) joint au dossier de consultation.

Le marché ne concerne pas les **laboratoires et de l'opération de réaménagement du bâtiment de restauration collective.**

Ces travaux portent sur :

- La réhabilitation énergétique du clos-couvert du bâtiment Bouguer,
- La réhabilitation énergétique du seul couvert du bâtiment Darcy,
- La réhabilitation énergétique des moyens de production de chaud, de froid, de ventilation et d'électricité des deux bâtiments
- La mise aux normes des installations techniques ainsi que tous travaux annexes utiles aux deux bâtiments.

Le marché ne concerne pas la réfection du bâtiment dédié à la restauration présente au programme.

Lieu d'exécution :

Université Gustave Eiffel – Campus de Nantes
Allée des Ponts et Chaussées – CS 5004
44344 BOUGUENAI Cedex

ARTICLE 2 - DESCRIPTION ET CONTENU DES PRESTATIONS

2.1. Description des prestations

Les prestations à exécuter sont à réaliser dans la continuité des prestations déjà réalisées par le titulaire précédent.

Les documents validés et non modifiables sont :

- L'APS (ci-jointe) validé par le maître d'ouvrage en date d'avril 2024
- La déclaration de travaux DP44020 24 Y2236 du 05/07/2024 acceptée par le préfet de Loire-Atlantique le 30/07/2024 suite à l'avis favorable de la mairie de Bouguenais et de Nantes Métropole.

A partir du programme technique détaillé, des pièces complémentaires, les prestations comprendront notamment :

- **Conception :**
 - Etudes d'avant-projet détaillé (APD dont :
 - Notice de sécurité pour instruction par les services de prévention
 - Etudes de projet et de consultation des entreprises (PRO/DCE)
 - Assistance à la passation des marchés de travaux (AMT)
- **Réalisation :**
 - Examen de la conformité au projet et visa, par le concepteur (VISA)
 - Direction de l'exécution des contrats de travaux et synthèse (DET- Synthèse)
 - Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (OPC)
 - Réalisation et dossiers des ouvrages exécutés (DOE)
 - Opérations préalables à la réception, les essais tels que prévus par les avis techniques (OPR)
 - Réception
 - La levée des réserves
 - Le parfait achèvement
- **Tâches transverses :**
 - Obtention des autorisations administratives
 - Obtention des avis favorables de tous les contrôleurs techniques concernés
 - Suivi administratif et financier

2.2. Décomposition en tranche

Le présent marché ne comporte qu'une tranche.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

3.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : délais d'exécution
 - Annexe 2 : décomposition du forfait de rémunération
- le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et les documents qui lui sont annexés :
 - Annexe 1 : contenu des missions
 - Annexe 2 : calendrier directeur de l'opération
 - Annexe 3 : programme technique
- La proposition technique et financière du titulaire

3.2. Pièce générale

Le CCAG maîtrise d'œuvre, Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 4 - INTERVENANTS

4.1 - Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est le pouvoir adjudicateur.

Le maitre d'ouvrage est :

UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

Campus de Marne-la-Vallée

5 boulevard Descartes Champs sur Marne - 77454 Marne la Vallée cedex 2

Campus concerné par les travaux :

Campus de Nantes

Allée des Ponts et Chaussées – CS 5004 • F- 44344 Bouguenais Cedex

Personne habilitée à signer le marché : Gilles ROUSSEL – Président de l'Université Gustave Eiffel

Personne chargée du suivi du marché : Viviane Le Manach, Secrétaire Générale Déléguée.

4.2 - Contrôleur technique

Le contrôleur technique désigné est Qualiconsult Sécurité, Espace performance – La Fleuriaye
BP 708 6 bis rue Volta, 44481 Carquefou cedex.

Contact : Mr Abdallah KHADRAOUI (abdallah.khadraoui@qualiconsult.fr)

Ses missions sont les suivantes :

- **Mission L**, relative à la solidité des ouvrages de viabilité, fondations, ossatures, ouvrages assurant le clos et le couvert ainsi que pour les bâtiments des éléments d'équipement indissociables, ceux qui ne peuvent être retirés sans mettre en cause l'intégrité des ouvrages ;
- **Mission LE**, relative à la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation ;
- **Mission STI**: Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et dans les bâtiments industriels ;
- **Mission TH** : relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- **Mission F** : fonctionnement des installations ;

4.3 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le coordonnateur sécurité et protection de la santé désigné est Bureau Véritas Construction, 1 Place Zaha Hadid, 92400 COURBEVOIE.

Contact Mr DEMORY Guillaume - Bureau Véritas construction, 4 rue Duguay Trouin, 44800 Saint Herblain

ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

Le marché commence à partir de la date de notification.

La date de notification est la date de réception du marché par le titulaire.

Le marché se termine à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des travaux qui comprend, éventuellement, sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage.

Délais d'exécution

Les prestations s'exécutent suivant le calendrier directeur d'opération. Tout décalage dans la notification du marché décale d'autant le planning (T0 du planning correspond à la date de notification du marché).

ARTICLE 6 - REMUNERATION

La rémunération du Maître d'œuvre se compose d'un forfait de base dont le montant et la décomposition par éléments de mission sont indiqués dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 - ENGAGEMENT RELATIF AU COUT DES TRAVAUX

Le présent marché est conclu sur la base d'un coût prévisionnel provisoire des travaux indiqué dans l'acte d'engagement.

Le respect du budget du maître d'ouvrage est un enjeu de l'opération. Tout au long de sa mission, il doit être une préoccupation du Maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux, arrêté par le maître d'ouvrage à l'issue de la phase PRO, assorti d'un taux de tolérance de 3 %.

Si à l'issue de la consultation des entreprises de travaux, le seuil de tolérance est dépassé, le maître de l'ouvrage peut demander au maître d'œuvre d'adapter ses études, sans rémunération complémentaire, afin de respecter son engagement dans un délai qui sera fixé par le maître d'ouvrage.

Lorsque la mission confiée au Maître d'œuvre comporte en outre la direction de l'exécution des contrats de travaux et l'assistance au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception, le Maître d'œuvre s'engage à respecter le coût résultant des contrats de travaux passés avec les entreprises.

Dans l'hypothèse où le coût total effectif des travaux résultant des décomptes finaux et factures des entreprises dépasserait le seuil de tolérance déterminé à l'article 8 ci-dessous, sauf en cas de changement de programme, la rémunération forfaitaire du Maître d'œuvre correspondant sera minorée de 3 % pour chaque dépassement de 1 % du seuil de tolérance, dans la limite d'un plafond de 15 % de ladite rémunération du Maître d'œuvre.

Pour contrôler le respect de l'engagement prévu à l'article 7, le coût total effectif des travaux sera ramené aux conditions économiques prévues au contrat des marchés de travaux passés par le Maître de l'ouvrage.

Le coût total effectif des travaux est déterminé après l'exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage en tenant compte des dispositions de l'article 10 ci-après. Les surcoûts éventuels résultant du remplacement d'une entreprise défaillante ainsi que les incidences des primes ou pénalités appliquées aux entreprises ne seront pas pris en compte pour le calcul du coût total effectif des travaux. Le montant des travaux supplémentaires consécutifs à une omission, imprécision ou erreur du Maître d'œuvre sera pris en compte pour le coût total effectif des travaux.

ARTICLE 8 - SEUIL DE TOLERANCE

Le seuil de tolérance prévu à l'article 7, est égal au coût définitif des travaux, augmenté de 2 %.

ARTICLE 9 - REMUNERATION FINALE

La rémunération finale sera égale au forfait de rémunération définitive établi conformément à l'article 6 ci-dessus affecté, s'il y a lieu :

- de la minoration de rémunération forfaitaire envisagée à l'article 7 ci-dessus,
- des pénalités pour retard mentionnées à l'article 11 ci-après du présent C.C.P.,
- de l'incidence des modifications par rapport aux prévisions initiales telles qu'énoncées dans l'article 10 ci-après,

Le tout sans préjudice de l'application des dispositions prévues pour les cas de résiliation du marché.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS

En cas de modifications ou d'adaptations majeures des travaux ou de prestations nouvelles décidées par le Maître de l'ouvrage et sans que cela résulte d'erreur, d'imprécision ou d'omission du Maître d'œuvre, le présent marché fera l'objet d'un avenant qui arrêtera le programme modifié, le calendrier, le coût prévisionnel des travaux et adaptera en conséquence la rémunération du Maître d'œuvre ainsi que les modalités de ses engagements prévus à l'article 8 ci-dessus.

Lorsque le Maître de l'ouvrage demandera au Maître d'œuvre certaines modifications du projet à la suite d'une intervention notamment du contrôleur technique, destinées à pallier une omission, une imprécision ou une erreur du Maître d'œuvre, celui-ci devra fournir les études, plans, dossiers et prestations correspondants sans augmentation de son forfait de rémunération.

Les travaux supplémentaires dus à une erreur, omission, imprécision du Maître d'œuvre ne donneront pas lieu à une augmentation du forfait de rémunération.

En cas de substitution d'une entreprise à une autre pour quelque raison exceptionnelle que ce soit (cessation d'activité, résiliation de marché...) entraînant une augmentation du coût des travaux, le Maître d'œuvre devra, sans supplément de rémunération, fournir tous les éléments (plans, devis descriptifs...) nécessaires à une nouvelle consultation d'entreprise si le Maître d'ouvrage lui en fait la demande ; les documents contractuels sanctionnant l'avenant aux marchés de travaux sont fournis eux aussi sans augmentation du forfait de rémunération.

ARTICLE 11 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD

L'annexe 1 à l'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents d'étude ainsi que le point de départ de ces délais.

En cas de retard dans l'achèvement des prestations afférentes à ces documents d'études, le Maître d'œuvre subira sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à CENT CINQUANTE euros (150 €).

Au cours des travaux, le Maître d'œuvre devra procéder à la vérification des projets de décompte mensuels conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux, puis les remettre après visa au Maître de l'ouvrage dans un délai maximum de 5 jours ouvrables à dater de la réception de l'ensemble des situations. Si le décompte mensuel vérifié n'est pas remis dans le délai prescrit, le Maître d'œuvre subira sur ses créances des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé à 1/3.000ème du montant de l'acompte de travaux correspondant.

L'état d'acompte prévu par l'article 12.2 du CCAG-Travaux pourra être établi suivant un modèle fixé par le Maître de l'ouvrage, si ce dernier le décide.

A l'issue des travaux, le Maître d'œuvre établira le décompte général du ou des marchés de travaux dans un délai maximal de 15 jours suivant la remise par l'entreprise du projet de décompte final et dans les conditions fixées par les articles 12.3 et suivants du C.C.A.G. travaux.

En cas de retard dans l'établissement de ce décompte général, le Maître d'œuvre subira sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris dimanches et jours fériés, est fixé à 1/3.000ème du montant du décompte définitif.

ARTICLE 12 - PRODUCTION ET ACCEPTATION DES DOCUMENTS D'ETUDES

L'achèvement de la mission du Maître d'œuvre fera l'objet d'un procès verbal établi par le Maître de l'ouvrage constatant que toutes les obligations découlant du marché ont été remplies.

Ce procès-verbal, quels que soient son contenu et les formes dans lesquelles il est rédigé, n'emporte pas renonciation du Maître de l'ouvrage aux actions que ce dernier pourrait engager au titre des articles 1792 et suivants du Code Civil.

ARTICLE 13 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

13.1 - Présentation des factures

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les factures doivent être transmises sous forme électronique.

L'accès au portail Chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations suivantes vous seront nécessaires :

- L'identifiant unique de l'Université Gustave Eiffel sur CHORUS PRO : 130 026 123 00179
- Code service : SG44
- Numéro d'engagement : 2025SERV011NTE

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

13.2 - Modalité de paiement

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- la mention : « marché n° 2025SERV011NTE »
- le nom et l'adresse de l'Université Gustave Eiffel – Campus de Nantes,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- la désignation en clair des prestations concernées,
- le montant de l'acompte, le cas échéant,
- l'acompte concerné, le cas échéant,
- le taux et le montant de la TVA.

Le total HT de la facture est majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

13.3 - Délai de paiement

Les factures sont effectivement payées au plus tard le 30ème jour suivant de la date de réception de chaque facture acceptée sous réserve du service fait.

13.4 - Intérêts moratoires

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

13.5 - Avance

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 5% du montant initial du marché (en prix de base) si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Le taux de l'avance est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à partir de la notification du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le Maître d'œuvre atteint ou dépasse 65% du montant initial (hors TVA) du marché.

Son montant ne sera ni révisé ni actualisé.

13.6 - Echancier de paiement

Les sommes dues au Maître d'œuvre au titre de l'exécution du présent marché feront l'objet d'acomptes versés dans les conditions suivantes :

13.6.1 - Pour l'exécution des éléments APD/PRO/DCE

Règlement de la somme correspondante après remise à l'Université Gustave Eiffel et approbation de l'ensemble des prestations exigées par l'élément de mission.

13.6.2 - Pour l'exécution de l'élément AMT

Règlement de la somme correspondante après remise à l'Université Gustave Eiffel et approbation du rapport d'analyse des offres.

13.6.3 - Pour l'exécution des prestations des éléments VISA et DET

Les prestations incluses dans ces éléments sont réglées comme suit :

1. par des acomptes mensuels, proportionnellement au montant des travaux facturés par les entreprises et acceptés par le maître d'œuvre : 90 %
2. à l'issue de l'établissement des décomptes généraux des entreprises et du traitement des réclamations éventuelles : 10 %

13.6.4 - Pour l'exécution des prestations de l'élément (A.O.R.)

Pour l'exécution des prestations d'assistance lors des opérations préalables à la réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (A.O.R.).

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

1. à l'issue des opérations préalables à la réception : 20 %
2. à l'issue de l'établissement du dossier des ouvrages exécutés : 40 %
3. à l'achèvement des levées de réserves : 40 %

L'ordonnateur de l'Université Gustave Eiffel est le président de l'Université Gustave Eiffel.

Le comptable assignataire des paiements est l'agente comptable de l'Université Gustave Eiffel.

ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX

Seuls les acomptes inhérents à l'ACT, VISA, DET/OPC et AOR sont révisibles annuellement à chaque date anniversaire avec application d'un coefficient de révision résultant de la formule suivante :

$0,15 + 0,85 (I_r / I_{r0})$ dans laquelle :

- 0,15 est une partie fixe
- I_r est le dernier indice des prix publié à la date de révision
- I_{r0} est l'indice ingénierie afférent au mois de remise de l'offre

Les index de référence I_r et I_{r0} , publié par l'INSEE : index divers de la construction – ING – Ingénierie - Base 2010.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs sont effectués avec au maximum trois décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la quatrième décimale est comprise entre zéro et quatre (ces valeurs incluses) la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la quatrième décimale est comprise entre cinq et neuf (ces valeurs incluses) la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 25 à 34 inclus, du C.C.A.G.-MOE, avec les précisions suivantes :

15.1 - Résiliation du fait du Maître de l'ouvrage

En cas de résiliation du marché du fait du Maître de l'ouvrage, il sera fait application des dispositions de l'article 32 du C.C.A.G.-MOE

15.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du C.C.A.G.-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptée par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation, suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 28.1 du C.C.A.G.-MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

15.3 - Cas de redressement ou de liquidation judiciaire

Il sera fait application de l'article 28.2 du C.C.A.G.-MOE

Quelle que soit la cause ou la responsabilité de la résiliation, le Maître de l'ouvrage sera libre de faire poursuivre le présent contrat par un tiers de son choix.

ARTICLE 16 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des missions, définies à l'article 2.1 du présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 17 - ASSURANCES

Polices à souscrire par le Maître d'œuvre à ses frais.

Dans un délai de 15 jours à compter de la signature du marché, le Maître d'œuvre devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile et responsabilité civile décennale contractée auprès d'une compagnie d'assurances de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat, à raison des dommages de toute nature causés aux tiers, y compris les co-contractants.

De plus, il s'engage à produire ce ou ces justificatifs à chaque date d'anniversaire de la notification du marché et ce pendant la durée des travaux et deux ans après la dernière réception de l'ensemble des ouvrages.

Le Maître d'œuvre devra être titulaire de polices couvrant pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'il encourt en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le Maître d'ouvrage.

Pour le Maître d'œuvre, il est rappelé que les garanties doivent intégrer la notion d'erreur sans désordre.

ARTICLE 18 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Conformément aux articles 6 et 7 du C.C.A.G.-MOE, le Maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur les chantiers. En particulier :

Dans le cadre de la loi n°93.14.18 du 31 décembre 1993 et de ses textes d'application :

Le Maître d'œuvre devra prévoir toutes les dispositions à mettre en œuvre pour le respect des "principes généraux de prévention", notamment dans les choix architecturaux et techniques, ainsi que leur incidence dans l'organisation du chantier, la planification des travaux, dans l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

S'agissant plus particulièrement des interventions ultérieures sur l'ouvrage, le Maître d'œuvre intégrera à sa conception les dispositions et dispositifs qui les rendent réalisables sans avoir recours à des techniques ou à des personnels spécifiques. Par exemple, il ne sera prévu que des protections collectives.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS ET LITIGES

Les contestations ayant trait à l'application du présent marché et à toutes les obligations qui en découlent seront, à défaut d'accord amiable, soumises au Tribunal Administratif compétent.

Le Tribunal compétent pour juger le litige sera le Tribunal Administratif dans le ressort duquel est situé le siège social de l'Université Gustave Eiffel.

ARTICLE 20 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.-MOE

Articles du C.C.A.G.-MOE. auxquels il est dérogé	Articles du C.C.P. par lesquels sont introduites ces dérogations
16	11
13	7

ARTICLE 21 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du CCAG de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 22 - DISPOSITIONS DIVERSES

22.1 - Sous-traitance

Conformément à l'article L. 2193-4 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclaré au pouvoir adjudicateur et d'avoir obtenu de ce dernier l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les opérateurs économiques souhaitant recourir à la sous-traitance doivent respecter les dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique. Ils doivent notamment, dans le cadre de la déclaration de sous-traitance, indiquer la nature et le montant de chacune des prestations qu'ils envisagent de sous-traiter et identifier les sous-traitants auxquels ils envisagent de faire appel, conformément aux articles R. 2193-1 et R. 2193-3 dudit code.

Le formulaire de déclaration de sous-traitance DC4 (disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) peut être utilisé par les candidats ou par le titulaire du marché pour présenter un sous-traitant.

22.2 - Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L. 2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

22.4 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

22.5 - Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif du siège social de l'Université Gustave Eiffel pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

